

Information réglementée – Bruxelles, Paris, 7 septembre 2018 – 7h30

Résultats consolidés S1 2018 du groupe Dexia¹

Résultat net de EUR -419 millions, impacté par la hausse des taxes et contributions réglementaires et les éléments de volatilité comptable

- Résultat net récurrent de EUR -173 millions, stable par rapport au 1^{er} semestre 2017 et intégrant l'impact significatif des taxes et contributions réglementaires (EUR -99 millions), partiellement compensé par un coût du risque positif (EUR +50 millions)
- Impact négatif des éléments de volatilité comptable (EUR -198 millions) ; éléments non récurrents (EUR -48 millions) principalement liés à la stratégie volontariste de réduction du bilan

Effet fortement positif de la première application de la norme IFRS 9 sur le capital réglementaire du groupe

- Impact de EUR +2,1 milliards sur les fonds propres « Common Equity Tier 1 » du groupe au 1^{er} janvier 2018
- Ratio « Total Capital » de Dexia à 25,7 % à fin juin 2018, contre 20,4 % au 31 décembre 2017

Poursuite de la gestion dynamique de la résolution du groupe

- Total de bilan de EUR 168,3 milliards au 30 juin 2018, en diminution de EUR -12,6 milliards sur le semestre, principalement liée à la réduction du portefeuille d'actifs (EUR -7,6 milliards)
- Réduction de l'empreinte géographique du groupe : vente de Dexia Israël, fermeture de la succursale de Dexia Crédit Local à Lisbonne et poursuite de la restructuration de la succursale de Madrid et de Dexia Kommunalbank Deutschland
- Mise en œuvre du contrat d'externalisation des activités de back office avec Cognizant
- Diminution de 19 % des effectifs du groupe, à 808 collaborateurs au 30 juin 2018

Évolution de la gouvernance

- Nomination de Gilles Denoyel, en tant qu'administrateur et président du conseil d'administration de Dexia le 16 mai 2018
- Succession de Johan Bohets, qui a fait part de sa volonté de quitter le groupe et nomination de Giovanni Albanese en qualité de directeur des Risques de Dexia

Wouter Devriendt, administrateur délégué de Dexia, a déclaré : « En dépit d'une volatilité de l'environnement macro-économique et d'une augmentation des taxes et contributions réglementaires, qui représentent environ les trois quarts de la perte réalisée par le groupe au 1^{er} semestre 2018, nous avons poursuivi sans relâche notre objectif de réduction du bilan, des risques et de l'empreinte géographique du groupe. Nous avons cédé notamment notre filiale israélienne et fermé notre succursale de Lisbonne, et notre risque sur Porto Rico et sur la Turquie est désormais négligeable. Grâce aux efforts déployés au cours des semestres précédents et de l'entrée en vigueur d'IFRS 9, nous bénéficions d'une solvabilité et d'une liquidité solides même si le groupe reste sensible aux paramètres exogènes. Les équipes poursuivent un travail remarquable de gestion de cette résolution complexe et je les remercie pour leur détermination. »

Gilles Denoyel, président du conseil d'administration de Dexia, a déclaré : « Au cours de ce 1^{er} semestre 2018, nous avons continué à dérouler notre feuille de route stratégique, tout en œuvrant à la convergence vers le cadre général de supervision demandée par la Banque centrale européenne. Les accomplissements des derniers mois sont remarquables. Outre la gestion dynamique des risques et du bilan du groupe, notre gouvernance évolue. Johan Bohets ayant manifesté sa volonté de donner une nouvelle orientation à sa carrière, le conseil d'administration a nommé Giovanni Albanese en tant que directeur des risques du groupe. Je tiens à remercier chaleureusement Johan pour son implication sans faille dans la résolution de Dexia pendant de nombreuses années. Je souhaite également la bienvenue à Giovanni. Son expertise des différents domaines de la gestion des risques et sa connaissance du secteur bancaire, notamment italien, sont des atouts incontestables pour notre groupe. »

¹ Les données chiffrées de ce communiqué de presse ne sont pas auditées.

Introduction

Au cours du 1^{er} semestre 2018, Dexia a poursuivi activement les efforts engagés en matière de réduction et de simplification de son bilan, incluant notamment la vente de sa participation dans sa filiale en Israël et la fermeture de la succursale de Dexia Crédit Local au Portugal. En dépit des craintes concernant une possible escalade de mesures commerciales protectionnistes, le groupe a continué la réduction tactique de son portefeuille d'actifs commerciaux. Par ailleurs, la volatilité accrue au sein de la zone euro et les perturbations du marché en livre sterling dans le contexte du Brexit ont conduit à une forte variation de la volatilité comptable sur le semestre. La première application de la norme IFRS 9, entraînant un effet très positif sur le capital réglementaire du groupe, constitue également l'un des éléments marquants du premier semestre.

Conformément à la législation en vigueur, Dexia publie, pour la période prenant fin au 30 juin 2018, un communiqué relatif aux états financiers consolidés résumés. Le rapport financier semestriel 2018 de Dexia est publié le 7 septembre 2018, dans son intégralité.

1. Événements et transactions significatifs

- *Stratégie dynamique de réduction du bilan et des risques*
- *Cession de Dexia Israël et poursuite active de la simplification du réseau international*
- *Mise en œuvre du contrat d'externalisation des activités de back office avec Cognizant*

A. Avancées du plan de résolution ordonnée du groupe

Gestion dynamique du bilan et réduction des risques

Au 1^{er} semestre 2018, Dexia a poursuivi sa stratégie proactive de réduction du bilan. Celle-ci se matérialise par une réduction du portefeuille d'actifs commerciaux de EUR 7,6 milliards sur le semestre, dont EUR 3,8 milliards de cessions, EUR 0,4 milliard de remboursements anticipés et EUR 3,4 milliards d'amortissement naturel.

Dans le cadre de la réduction du risque de crédit, le groupe a vendu la quasi-totalité de ses expositions liées au Commonwealth de Porto Rico. L'exposition résiduelle de Dexia sur le Commonwealth de Porto Rico s'élève à EUR 5 millions au 30 juin 2018. Elle est entièrement couverte par un réhausseur de crédit de bonne qualité et est à échéance 2020.

Par ailleurs, l'exposition du groupe sur la Turquie est désormais non significative, les derniers emprunts subordonnés de son ancienne filiale DenizBank ayant été remboursés fin février 2018.

Enfin, le groupe a profité de conditions de marché favorables pour céder, notamment, des expositions souveraines japonaises, des prêts municipaux français et américains, des *covered bonds* espagnols et des ABS sur prêts étudiants américains.

Cession de la participation de 58,9 % dans Dexia Israël Bank

Le 18 mars 2018, Dexia Crédit Local a cédé toutes ses actions dans Dexia Israel Bank (Dexia Israël). La vente a été réalisée au prix de NIS 674 par action et pour un montant total d'environ EUR 82 millions. Cette cession met un terme à la présence de Dexia en Israël, où le groupe était actif depuis 2001.

Avec cette vente, Dexia a mené à bien le programme de cession obligatoire de ses principales franchises commerciales, faisant partie des engagements pris par les Etats belge, français et luxembourgeois dans le cadre du plan de résolution ordonnée approuvé par la Commission européenne en décembre 2012. Elle constitue donc une étape importante dans l'exécution du plan de résolution ordonnée de Dexia.

Simplification du réseau international

En 2016, dans une optique de simplification de sa structure opérationnelle, le groupe Dexia avait procédé à la fusion transfrontalière par absorption de Dexia Crédit Local et de sa filiale Dexia Sabadell ainsi qu'à la création simultanée de deux nouvelles succursales de Dexia Crédit Local en Espagne et au Portugal. Le 29 juin 2018, le groupe a procédé à la fermeture de la succursale de Dexia Crédit Local à Lisbonne, après avoir finalisé le transfert des actifs vers son siège parisien.

Les mêmes travaux de centralisation sont en cours au niveau de la succursale de Madrid, ce qui devrait permettre sa fermeture au plus tard au cours du 1^{er} semestre 2019.

Par ailleurs, le groupe Dexia a procédé au transfert d'un portefeuille obligataire de EUR 3,6 milliards d'actifs non germaniques et des instruments de couvertures associés de Dexia Kommunalbank Deutschland (DKD) vers la succursale de Dexia Crédit Local à Dublin. Dans la foulée de cette restructuration, et comme mentionné dans le rapport annuel 2017 de Dexia, différentes options stratégiques pour l'avenir de DKD sont à l'étude, incluant notamment la vente de l'entité.

Renforcement du modèle opérationnel : mise en œuvre du contrat d'externalisation de services avec Cognizant

La mise en œuvre du contrat d'externalisation de services, signé entre Dexia et Cognizant le 4 octobre 2017, s'est poursuivie au cours du 1^{er} semestre 2018, avec le transfert, au 1^{er} mai 2018, des équipes en charge du back office marchés et crédit vers Cognizant. Le transfert des équipes en charge des technologies de l'information s'était fait en novembre 2017. Au total, 133 collaborateurs de Dexia ont été transférés.

Dexia a également choisi de confier le renouvellement et la gestion de l'infrastructure de son système informatique à Cognizant. Cette transaction fait l'objet d'un contrat distinct du précédent, qui porte également sur une durée de 10 ans. Sa mise en œuvre, s'étendra jusqu'au 2^e trimestre 2019 et permettra de doter le groupe d'outils informatiques plus performants et de renforcer la continuité opérationnelle. Il facilitera, d'autre part, l'action de Cognizant, qui pourra travailler en synergie, au niveau de l'infrastructure et des applicatifs informatiques.

B. Évolution de la gouvernance du groupe

Le 16 mai 2018, Gilles Denoyel a été nommé administrateur et président du conseil d'administration de Dexia, en remplacement de Robert de Metz, dont le mandat a pris fin. Gilles Denoyel est également administrateur et président du conseil d'administration de Dexia Crédit Local.

Le 6 septembre 2018, le conseil d'administration de Dexia a nommé Giovanni Albanese en qualité d'administrateur exécutif et directeur des Risques de Dexia, en remplacement de Johan Bohets, qui a fait part de sa volonté de quitter le groupe.

Les gouvernances de Dexia et Dexia Crédit Local étant intégrées, Giovanni Albanese est également administrateur, directeur général délégué et directeur des Risques de Dexia Crédit Local.

De nationalité italienne, Giovanni Albanese possède une solide expérience en gestion des risques, acquise au sein du groupe Unicredit où il a exercé, au cours des 12 dernières années, diverses fonctions dans les différents domaines de la gestion des risques. Auparavant, il a travaillé chez Mc Kinsey ainsi qu'auprès de divers cabinets de consultants. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'Université romaine de La Sapienza et de l'Université de Californie du Sud, ainsi que d'un MBA de l'université de Bocconi.

C. Non-reconduction de l'approche de supervision spécifique appliquée à Dexia à partir de 2019

Le 16 juillet 2018², la Banque centrale européenne (BCE) a informé Dexia que l'approche de supervision sur mesure, pragmatique et proportionnée qu'elle applique au groupe Dexia depuis 2015 ne serait pas renouvelée pour 2019. Cette décision s'inscrit dans le mouvement de convergence des exigences appliquées à Dexia vers le cadre général de supervision, amorcé en 2018.

À compter du 1^{er} janvier 2019, Dexia devra donc respecter l'ensemble des exigences réglementaires applicables aux institutions bancaires supervisées par la BCE, et ce à chaque niveau de consolidation du groupe. Le traitement du dépassement du ratio des grands risques demeure, par ailleurs, équivalent à celui décrit dans la communication du 5 février 2018, à savoir la déduction de son capital réglementaire CET1 de l'impact économique qu'engendrerait la remédiation à un manquement du respect de ce ratio³.

2. Résultats S1 2018

A – Présentation des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 de Dexia

a – Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés résumés de Dexia au 30 juin 2018 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe Dexia, développées en annexe de ce communiqué de presse.

b – Remplacement de la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » par la norme IFRS 9 « Instruments financiers » au 1^{er} janvier 2018

La norme IFRS 9 « Instruments financiers » est entrée en application le 1^{er} janvier 2018, en remplacement de la norme IAS 39. Les options normatives retenues par le groupe et les impacts de la 1^{re} application de la norme pour le groupe Dexia sont détaillés en annexe de ce communiqué de presse.

B - Résultats consolidés S1 2018 du groupe Dexia

- *Résultat net part du groupe de EUR -419 millions, comprenant le résultat net récurrent (EUR -173 millions), une contribution négative des éléments de volatilité comptable (EUR -198 millions) et des éléments non récurrents (EUR -48 millions)*
- *Résultat net récurrent intégrant l'impact significatif des taxes et contributions réglementaires en hausse, à EUR -99 millions, partiellement compensé par un coût du risque positif, à EUR +50 millions*

² Cf. communiqué de presse Dexia du 26 juillet 2018, disponible sur www.dexia.com.

³ Cf. communiqué de presse Dexia du 5 février 2018, disponible sur www.dexia.com.

a – Compte de résultat de la période (données non auditées)

Compte de résultat consolidé - format ANC			
EUR millions	S1 2018 IFRS9	S1 2017 IAS39	2017* IAS39
Produit net bancaire	-198	9	-64
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-250	-252	-421
Résultat brut d'exploitation	-448	-243	-485
Coût du risque de crédit	50	-5	33
Gains ou pertes nets sur autres actifs	8	0	2
Résultat net avant impôts	-390	-248	-450
Impôts sur les bénéfices	-34	-46	-13
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	0	2	2
Résultat net	-424	-292	-461
Intérêts minoritaires	-5	4	1
Résultat net, part du groupe	-419	-296	-462

* L'activité de Dexia Israël n'étant pas considérée comme une activité abandonnée au sens de la norme IFRS 5, son compte de résultat n'est pas isolé sur une ligne distincte du résultat consolidé du groupe.

Au cours du premier semestre 2018, le groupe Dexia a dégagé un résultat net part du groupe de EUR -419 millions.

Le produit net bancaire généré est de EUR -198 millions. Il est intégralement attribuable à l'évolution des paramètres de marché, qui influent par exemple sur le calcul de la CVA, de la DVA et de la FVA ou sur la valeur des « inefficacités comptables », les autres éléments se compensant sur la période.

Les coûts atteignent EUR -250 millions, comparativement à EUR -252 millions un an auparavant. Sur ce montant, EUR -101 millions sont enregistrés en résultat au titre des taxes et contributions réglementaires, majoritairement comptabilisées au 1^{er} trimestre en application de la norme IFRIC 21. Ce montant s'inscrit en hausse de EUR 16 millions par rapport au 1^{er} semestre 2017. En excluant ces taxes et contributions réglementaires, les charges opérationnelles s'inscrivent en baisse par rapport au semestre précédent.

Le résultat brut d'exploitation atteint EUR -448 millions.

Le coût du risque positif, d'un montant de EUR +50 millions, s'explique principalement par des reprises de provisions consécutives à la cession d'expositions liées au Commonwealth de Porto Rico, ainsi que par la réévaluation des provisions sur les expositions classées en phase 2 (cf. Annexe 2« Première application de la norme IFRS 9 »)..

Les gains et pertes nets sur autres actifs contribuent également positivement au résultat, à hauteur de EUR +8 millions. Ils représentent l'impact de la vente de Dexia Israël.

Compte tenu de ces éléments, le résultat avant impôts s'établit à EUR -390 millions.

La charge fiscale sur le semestre s'élève à EUR -34 millions, dont EUR -30 millions d'impôts différés liés à des transferts internes d'actifs au sein du groupe.

Le résultat attribuable aux intérêts minoritaires s'élève à EUR -5 millions conduisant à un résultat net part du groupe pour le premier semestre 2018 de EUR -419 millions.

b – Présentation analytique des résultats de la période (données non-auditées)

Le résultat net part du groupe de EUR -419 millions se compose des éléments suivants :

- EUR -173 millions sont attribuables aux éléments récurrents⁴ ;
- EUR -198 millions sont liés à des éléments de volatilité comptable⁵ ;
- EUR -48 millions ont été générés par des éléments non-récurrents⁶.

Afin de faciliter la lecture de ses résultats et d'en mesurer la dynamique au cours de l'année, Dexia présente les trois différents segments analytiques retenus par le groupe de façon distincte

Présentation analytique des résultats S1 2018 du groupe Dexia				
EUR millions	Eléments récurrents	Eléments de volatilité comptable	Eléments non récurrents	Total
Produit net bancaire	46	-198	-46	-198
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-240	0	-10	-250
Résultat brut d'exploitation	-195	-198	-56	-448
Coût du risque de crédit	50	0	0	50
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	8	8
Résultat net avant impôts	-145	-198	-48	-390
Impôts sur les bénéfices	-34	0	0	-34
Résultat net	-179	-198	-48	-424
Intérêts minoritaires	-5	0	0	-5
Résultat net, part du groupe	-173	-198	-48	-419

b.1 - Éléments récurrents

Le résultat net part du groupe dégagé par les éléments récurrents est de EUR -173 millions au premier semestre 2018, stable par rapport au 1^{er} semestre 2017.

Sur cette période, le produit net bancaire atteint EUR +46 millions, reflétant entièrement la marge nette d'intérêt, qui correspond au coût de portage des actifs ainsi qu'au résultat de transformation du groupe. La marge nette d'intérêt s'inscrit en diminution, notamment du fait de la réduction du portefeuille d'actifs, de la déconsolidation de Dexia Israël ainsi que de l'allongement des maturités de financement.

⁴ Éléments récurrents liés au portage des actifs tels que les revenus des portefeuilles, les coûts de financement, les charges opérationnelles, le coût du risque et les impôts.

⁵ Éléments de volatilité comptable liés aux ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs incluant notamment les impacts de la norme IFRS 13 (CVA, DVA, FVA), la valorisation des dérivés OTC, les différents impacts relatifs aux instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (notamment les actifs non-SPP1) et la variation de valeur des dérivés couvrant le portefeuille WISE (titrisation synthétique sur un portefeuille d'obligations rehaussées).

⁶ Éléments non récurrents incluant notamment les plus ou moins-values sur cession de participations et d'instruments comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, les frais et gains liés à des litiges, les coûts et indemnités résultant de l'arrêt de projets ou de la résiliation de contrats, les frais de restructuration ou les taxes opérationnelles exceptionnelles.

Les coûts atteignent EUR -240 millions. Ce montant inclut EUR -99 millions de taxes et contributions réglementaires, dont notamment la contribution de Dexia Crédit Local et de ses filiales en Allemagne et en Italie au Fonds de résolution unique (EUR -84 millions) et la taxe pour risque systémique (EUR -4 millions). En excluant ces taxes et contributions, les coûts opérationnels s'élèvent à EUR -142 millions, en baisse de 10 % par rapport au 1^{er} semestre 2017.

Le coût du risque s'établit à EUR +50 millions. Ce montant positif s'explique principalement par des reprises de provisions consécutives à la cession d'expositions liées au Commonwealth de Porto Rico, ainsi que par la réévaluation des provisions sur les expositions classées en phase 2 (cf. Annexe 2 « Première application de la norme IFRS 9 »).

L'impact fiscal est négatif, à EUR -34 millions.

Éléments récurrents			
EUR millions	S1 2018 IFRS9	S1 2017 IAS39	2017 IAS39
Produit net bancaire	46	129	79
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-240	-244	-400
dont Charges et dotations hors taxes opérationnelles	-142	-159	-311
dont Taxes opérationnelles	-99	-85	-89
Résultat brut d'exploitation	-195	-115	-321
Coût du risque de crédit	50	-5	33
Résultat net avant impôts	-145	-120	-288
Impôts sur les bénéfices	-34	-46	-13
Résultat net	-179	-166	-301
Intérêts minoritaires	-5	4	1
Résultat net, part du groupe	-173	-171	-302

b.2 - Éléments de volatilité comptable

Les éléments de volatilité comptable génèrent un impact négatif de EUR -198 millions. Ce montant s'explique par l'impact des variations des paramètres de marché au cours du semestre, en particulier lié à la valorisation des dérivés, marquée par l'évolution défavorable des spreads BOR/OIS en euro et en livre sterling et des swaps de devises à long terme (*Cross Currency Basis Swaps*) EUR/GBP. La CVA est également négative, sous l'effet d'un écartement des marges de crédit, notamment sur les contreparties bancaires.

b.3 - Éléments non récurrents

Les éléments non récurrents comptabilisés sur le semestre s'élèvent à EUR -48 millions et comprennent notamment :

- Des pertes liées à des cessions d'actifs, notamment américains, japonais et espagnols (EUR -48 millions) ;
- Des dotations et reprises de provisions pour litiges, dont l'impact net est de EUR +5 millions ;
- Des provisions pour frais de restructuration à hauteur de EUR -4 millions ;
- Une contribution exceptionnelle de Dexia Crediop au fonds national de résolution italien (EUR -3 millions).

3. Évolution du bilan, de la solvabilité et de la situation de liquidité du groupe

A - Bilan et solvabilité

- *Réduction du bilan de EUR 12,6 milliards par rapport à fin 2017, liée à la stratégie de réduction du portefeuille d'actifs, à l'évolution des paramètres de taux et à la vente de Dexia Israël*
- *Impact fortement positif de la 1^{re} application de la norme IFRS 9 sur le capital réglementaire du groupe*
- *Ratio « Total Capital » de Dexia à 25,7 % à fin juin 2018, contre 20,4 % au 31 décembre 2017*

a - Évolution semestrielle du bilan

Au 30 juin 2018, le total de bilan consolidé du groupe s'élève à EUR 168,3 milliards, contre EUR 180,9 milliards au 31 décembre 2017. La forte baisse induite par la politique dynamique de réduction du portefeuille d'actifs et l'évolution des paramètres de taux a été partiellement compensée par l'impact de la première application de la norme IFRS 9 (EUR +2,7 milliards) (cf. Annexe 2 « Première application de la norme IFRS 9 »).

Au cours du semestre, à taux de change constant et hors impact de la première application d'IFRS 9, la diminution de l'actif du bilan est principalement liée :

- à la réduction de EUR -7,6 milliards du portefeuille commercial, dont EUR -4,2 milliards liés aux cessions d'actifs ou remboursements anticipés et EUR -3,4 milliards à l'amortissement naturel du portefeuille ;
- à une baisse de la juste valeur des actifs et des dérivés de EUR -4,3 milliards ;
- à une diminution de EUR -2,0 milliards du montant du cash collatéral versé par le groupe à ses contreparties de dérivés ;
- à une réduction de EUR -2,0 milliards liée à la vente de Dexia Israël ;
- et à une légère réduction (EUR -0,9 milliard) du coussin de liquidité constitué par le groupe et placé en dépôt auprès des banques centrales.

Au passif, à taux de change constant et hors impact de la 1^{re} application d'IFRS 9, l'évolution du bilan se traduit principalement par :

- une réduction de EUR -10,0 milliards du stock des financements de marché ;
- une baisse de EUR -3,9 milliards de la juste valeur des passifs et des dérivés
- une réduction de EUR -2 milliards liée à la vente de Dexia Israël.

L'impact des variations de change sur l'évolution du bilan est légèrement positif, à EUR +0,5 milliard sur le semestre.

b - Solvabilité

Au 30 juin 2018, les fonds propres « Common Equity Tier 1 » du groupe Dexia s'élèvent à EUR 8,2 milliards, contre EUR 6,5 milliards au 31 décembre 2017. L'impact lié à la première application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 s'élève à EUR 2,1 milliards (cf. Annexe 2 « Première application de la norme IFRS 9 »).

Outre cet impact fortement positif, les fonds propres « Common Equity Tier 1 » du groupe au 30 juin 2018 sont grevés par le résultat net négatif de l'exercice (EUR -419 millions). La déduction prudentielle au titre du dépassement persistant sur les expositions grands risques du groupe, conformément aux exigences de la Banque centrale européenne⁷, s'élève à EUR -55 millions.

Les actifs pondérés des risques s'inscrivent en baisse au cours du semestre, à EUR 32,7 milliards au 30 juin 2018, dont EUR 30,0 milliards au titre du risque de crédit, EUR 1,8 milliard au titre du risque de marché et EUR 1 milliard au titre du risque opérationnel.

Compte tenu de ces éléments, le ratio « Common Equity Tier 1 » de Dexia s'établit à 25,0 % au 30 juin 2018, contre 19,5 % à la fin 2017. Le ratio « Total Capital » s'élève à 25,7 %, contre 20,4 % à la fin 2017, un niveau supérieur au minimum de 12,125 % (après la prise en compte du coussin de conservation du capital de 1,875 %) imposé pour l'année 2018 par la Banque centrale européenne dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory Review and Evaluation Process*, SREP).

Les ratios « Common Equity Tier 1 » et « Total Capital » de Dexia Crédit Local respectent également les exigences minimales, à respectivement 21,6 % et 22,1 % au 30 juin 2018.

B – Évolution de la situation de liquidité du groupe Dexia

- Réduction significative du volume de financement au 1^{er} semestre 2018
- Poursuite de la stratégie d'optimisation du mix de financement, caractérisée par un allongement des maturités de financement
- Absence de recours au financement de l'Eurosystème depuis septembre 2017

Au 1^{er} semestre 2018, les conditions de marché ont été marquées par une poursuite de la remontée des taux d'intérêt en dollar US et une stabilisation des taux d'intérêt en euro, combinée à une certaine volatilité sur les marchés, liée notamment à l'incertitude politique en Italie.

Dans ce contexte, Dexia a poursuivi sa politique de gestion prudente de la liquidité et d'optimisation de son mix de financement. Fin juin 2018, le total des financements levés par le groupe s'élevait à EUR 113,4 milliards, contre EUR 124,8 milliards à la fin décembre 2017, conséquence de la réduction du portefeuille d'actifs et de la baisse de EUR -2,4 milliards du montant net de cash collatéral versé par Dexia à ses contreparties de dérivés (EUR 24,1 milliards au 30 juin 2018).

⁷ Cf. communiqués de presse Dexia des 5 février et 26 juillet 2018, disponibles sur www.dexia.com.

Au cours du semestre, Dexia Crédit Local a lancé avec succès différentes transactions publiques à long terme en euro, en dollar US et en livre sterling, permettant de lever EUR 5,9 milliards, à un coût de financement particulièrement compétitif. L'activité de financement à court terme sous format garanti a également été soutenue, avec une durée de vie moyenne à l'émission qui s'allonge à 9,7 mois.

L'encours global de dette garantie s'inscrit en légère baisse, à EUR 66,3 milliards au 30 juin 2018, contre EUR 67,6 milliards au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, l'activité de financements sécurisés est en forte baisse, passant de EUR 48,9 milliards fin 2017 à EUR 40,3 milliards sous l'effet de la réduction du besoin de financement et du stock d'actifs éligibles à ce type d'opérations. Cette évolution s'inscrit dans la stratégie d'optimisation du coût de financement du groupe, qui s'est traduite notamment par l'arrêt de la plateforme domestique de repo de Dexia Crediop. Les perturbations du marché italien n'ont pas eu d'impact matériel sur les opérations de financement sécurisé sur ces titres.

Le groupe n'a pas eu recours aux financements des banques centrales depuis septembre 2017.

Au 30 juin 2018, le groupe Dexia dispose d'une réserve de liquidité de EUR 18,6 milliards, dont EUR 9,7 milliards sous forme de dépôts auprès des banques centrales.

À la même date, le Liquidity Coverage Ratio (LCR) du groupe s'élève à 200 % contre 111 % au 31 décembre 2017. Le Net Stable Funding Ratio (NSFR), estimé sur la base des dernières propositions d'amendement de la CRR, s'établirait au-dessus du seuil cible de 100 %, résultat des efforts entrepris par le groupe depuis 2013 afin d'améliorer son profil de financement.

Annexes

Annexe 1 – Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés résumés de Dexia au 30 juin 2018 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (*going concern*). Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe Dexia ayant fait l'objet d'une décision par la Commission européenne en décembre 2012. Celles-ci sont reprises ci-dessous :

- Les hypothèses macroéconomiques sous-jacentes au plan d'affaires sont révisées dans le cadre de revues d'ensemble biannuelles du plan. La mise à jour réalisée sur la base des données disponibles au 31 décembre 2017 et validée par le conseil d'administration de Dexia le 27 juin 2018 intègre les évolutions réglementaires connues à ce jour, dont le texte définitif de la CRD IV. Elle prend également en compte l'impact fortement positif sur le capital réglementaire du groupe Dexia de la première application de la norme IFRS 9 à partir du 1^{er} janvier 2018, le ratio « Total Capital » de Dexia s'établissant à 25,7 % à fin juin 2018. Enfin, elle tient compte du non-renouvellement, à compter du 1^{er} janvier 2019, de l'approche spécifique déployée par la Banque centrale européenne pour la supervision du groupe Dexia⁸.
- La poursuite de la résolution suppose que Dexia conserve une bonne capacité de financement qui repose en particulier sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés. Depuis fin 2012, Dexia a sensiblement réduit son besoin de financement, déployé un accès diversifié à différentes sources de financement et tiré parti de conditions de marché favorables afin de rallonger la maturité de ses passifs, dans une optique de gestion prudente de sa liquidité. Ceci permet notamment au groupe de maintenir un niveau de réserves de liquidité jugé adéquat avec la restriction de l'accès au financement de la Banque centrale européenne annoncé le 21 juillet 2017⁹. La dernière mise à jour du plan d'affaires prend en compte une révision du plan de financement reposant sur les dernières conditions de marché observables.
- Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire des différentes entités et de la notation de Dexia Crédit Local.

Les révisions régulières du plan d'affaires conduisent à des ajustements par rapport au plan d'origine et entraînent dans le temps une modification significative de la trajectoire de résolution du groupe initialement anticipée, notamment en termes de rentabilité, de solvabilité et de structure de financement. À ce stade, ils ne remettent pas en cause la nature ni les fondamentaux de la résolution, ce qui justifie la décision d'établir les états financiers selon le principe de continuité d'exploitation.

Toutefois, sur la durée de la résolution du groupe, des incertitudes demeurent sur la réalisation du plan d'affaires :

- Ce plan est notamment susceptible d'être impacté par de nouvelles évolutions des règles comptables et prudentielles.
- Le groupe Dexia présente une sensibilité à l'évolution de son environnement macroéconomique et aux paramètres de marché, dont notamment les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe via, par exemple, une hausse du montant du cash collatéral versé par Dexia à ses contreparties de dérivés ou un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers et des dérivés OTC, dont les variations sont comptabilisées en compte de résultat et sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe.

⁸ Cf. communiqué de presse Dexia du 26 juillet 2018, disponible sur www.dexia.com.

⁹ La Banque centrale européenne a annoncé le 21 juillet 2017 la fin de l'accès à l'Eurosystème pour les structures de liquidation à partir du 31 décembre 2021.

- Dans le cas où la capacité d'absorption par le marché de la dette garantie par les États serait moindre, Dexia devrait alors recourir à des sources de financement plus onéreuses, ce qui impacterait directement la rentabilité prévue dans le plan d'affaires.
- Enfin, le groupe est exposé à certains risques opérationnels, propres à l'environnement de résolution dans lequel il opère.

Annexe 2 – Première application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018

La norme IFRS 9 « Instruments financiers » est entrée en application le 1^{er} janvier 2018, en remplacement de la norme IAS 39. Cette norme comprend trois volets :

- Le premier concerne la classification et la valorisation des instruments financiers ;
- Le deuxième porte sur le modèle de provisionnement des actifs financiers ;
- Le troisième porte sur la comptabilité de couverture.

Classification et valorisation des instruments financiers

La norme IFRS 9 prévoit une classification et une valorisation des actifs en fonction du modèle de gestion retenu par la banque et des caractéristiques des actifs concernés.

Modèle de gestion

Le choix du modèle de gestion sous IFRS 9 a un impact sur les possibilités de classement des actifs financiers autorisés par la norme et, en conséquence, sur leur mode de valorisation. Trois modèles de gestion distincts sont retenus par la norme IFRS 9 :

- Modèle « Hold to collect », les actifs financiers étant détenus dans une optique de collecte des cash flows contractuels ;
- Modèle « Hold to collect and sell », les actifs financiers étant détenus dans une optique de collecte des cash flows contractuels, ainsi que dans une optique de cession ;
- Modèle « Other » dans le cas où l'intention de gestion ne correspond à aucun des deux modèles précédents (opérations de trading notamment).

Caractéristiques des actifs

Les caractéristiques des actifs financiers sont également déterminantes dans l'identification de leur classement comptable. En fonction de la complexité de leur structure et des cash flows qu'ils génèrent, les actifs financiers sont soit considérés comme SPPI (*Solely Payments of Principal and Interest*) pour les actifs les plus simples et les moins structurés, soit non-SPPI pour les actifs structurés et/ou complexes.

Sur la base de ces deux éléments, différentes classifications comptables sont offertes par la norme IFRS 9 :

- Actifs financiers au coût amorti : cette classification regroupe les actifs détenus dans une optique « Hold to collect » et considérés comme SPPI. Ces actifs sont valorisés au coût amorti ;
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : cette classification regroupe les actifs détenus dans une optique « Hold to collect and sell » et considérés comme SPPI. Ces actifs sont valorisés à la juste valeur et les variations de valeur sont comptabilisés via les capitaux propres (*Other Comprehensive Income – OCI*) ;

- Actifs financiers à la juste valeur par le résultat : cette classification regroupe les actifs dont l'intention de gestion ne correspond pas aux optiques « Hold to collect » et « Hold to collect and sell », ainsi que les actifs considérés comme non-SPPI. Ces actifs sont valorisés à la juste valeur et les variations de valeur comptabilisées en résultat.

Reclassements effectués par le groupe Dexia

En ligne avec son statut d'entité gérée en extinction, Dexia a majoritairement opté pour un modèle de gestion « Hold to collect ». En conséquence, les actifs comptabilisés comme « disponibles à la vente (*available for sale*– AFS) » sous IAS 39, ont été classés dans la catégorie « coût amorti » sous IFRS 9.

Par ailleurs, Dexia a identifié un portefeuille d'actifs pouvant faire l'objet d'une cession dans les années à venir. Ces actifs ont été classés dans la catégorie « juste valeur par capitaux propres » sous IFRS 9, de même que les actifs liquides détenus par Dexia Financial Products Services LLC.

Enfin, conformément à la norme, certains actifs non-SPPI, ont été classés dans la catégorie « juste valeur par résultat » sous IFRS 9.

Conséquence des reclassements pour Dexia

Le classement de la majorité des actifs de Dexia dans la catégorie « Coût amorti » sous IFRS 9 implique un impact positif significatif lié à l'annulation des gains et pertes latents constatés en capitaux propres en IAS 39.

Ce classement a également pour conséquence une réduction et une modification de la sensibilité des fonds propres du groupe aux variations des marges de crédit (*credit spreads*), la valorisation des actifs classés au coût amorti étant désormais insensible aux variations des marges de crédit. En particulier, la réduction de la sensibilité est notable sur les souverains italien et portugais. Une sensibilité résiduelle aux marges de crédit continue à exister, pour les actifs classés dans la catégorie « juste valeur par capitaux propres » ainsi que pour les actifs classés dans la catégorie « juste valeur par résultat » sous IFRS 9. Elle porte désormais principalement sur des ABS américains ainsi que sur des actifs des secteurs publics français et américains.

Modèle de provisionnement des actifs financiers

La norme IFRS 9 définit un nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit pour les actifs comptabilisés dans les catégories « coût amorti » et « juste valeur par capitaux propres ». Les engagements hors bilan sont également soumis à ce nouveau modèle.

Sous IAS 39, le provisionnement au titre du risque de crédit était réalisé dès lors qu'un fait générateur était constaté. Sous IFRS 9, le provisionnement est désormais réalisé dès l'origination de l'actif, sur la base des pertes de crédit attendues.

Le modèle de provisionnement défini par IFRS 9 repose sur la distinction de trois classes d'actifs distinctes :

- La première (phase 1) correspond aux actifs pour lesquels le risque de crédit ne s'est pas détérioré depuis l'origination. Le niveau de provisionnement de ces actifs correspond à la perte attendue sur 12 mois.
- La deuxième (phase 2) correspond aux actifs pour lesquels le risque de crédit s'est significativement dégradé depuis l'origination, sans toutefois qu'un défaut n'ait été constaté. Le niveau de provisionnement de ces actifs correspond à la perte attendue sur leur durée de vie résiduelle.
- La troisième (phase 3) correspond aux actifs présentant un cas de défaut. Le niveau de provisionnement correspond aux pertes attendues sur la durée de vie de l'actif. Les actifs acquis

alors qu'ils étaient déjà dépréciés sont également classés dans cette catégorie. Dans ce dernier cas, les modalités de calcul du niveau de provisionnement sont spécifiques.

Mise en œuvre du nouveau modèle de provisionnement par le groupe Dexia

La mise en œuvre de ce nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit n'a qu'un impact limité au niveau du groupe Dexia, se traduisant par une augmentation des provisions de l'ordre de EUR 200 millions.

Comptabilité de couverture

Dexia a retenu la possibilité de conserver les dispositions offertes par la norme IAS 39 en matière de comptabilité de couverture.

Impacts de la première application de la norme IFRS 9 par le groupe Dexia

Bilan consolidé

La première application de la norme IFRS 9 se traduit par une hausse du total de bilan de EUR +2,7 milliards au 1^{er} janvier 2018, principalement due à l'annulation de la réserve AFS gelée.

Par ailleurs, conformément à la recommandation n° 2017-02 du 2 juin 2017 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), certains changements ont été apportés à la présentation des états financiers. Ces modifications portent principalement sur la création et la suppression de rubriques liées à la mise en œuvre d'IFRS 9 ainsi que la présentation du cash collatéral sous les rubriques « Prêts et créances sur les établissements de crédit / la clientèle » et « Dettes envers les établissements de crédit / la clientèle » en IFRS 9 (cf. tableau en annexe 3 de ce communiqué de presse).

Fonds propres comptables et réglementaires – ratios de solvabilité

L'application d'IFRS 9 génère un impact total net positif de l'ordre de EUR 2,7 milliards sur les fonds propres comptables du groupe au 1^{er} janvier 2018, lié aux reclassements effectués et à la mise en œuvre du nouveau modèle de provisionnement, partiellement compensé par l'ajustement des traitements prudentiels (EUR -0,6 milliard).

En conséquence, le capital « Common Equity Tier 1 » et le « Total Capital » progressent respectivement de EUR 2,1 milliards et de EUR 2,0 milliards.

Les actifs pondérés des risques augmentent de EUR 1,4 milliard, à la suite de la hausse de l'encours des EAD due à l'annulation de la réserve AFS.

En conséquence, les ratios « Common Equity Tier 1 » et « Total Capital » de Dexia s'élèvent à respectivement 24,9 % et 25,5 % au 1^{er} janvier 2018, contre 19,5 % et 20,4 % au 31 décembre 2017, soit une hausse de 5,4 % et 5,1 %.

Dexia a décidé d'opter pour les dispositions transitoires¹⁰ permettant d'étaler sur cinq ans l'impact sur les fonds propres prudentiels résultant de la mise en œuvre du nouveau modèle de provisionnement IFRS 9. Cela permettra au groupe de lisser les effets sur le niveau de provisionnement du passage d'un actif d'une

¹⁰. En décembre 2017, le Parlement européen a amendé la CRR et proposé aux établissements de crédit l'utilisation de dispositions transitoires (phase in), qui permettent d'étaler sur cinq ans l'impact sur les fonds propres résultant de la mise en œuvre du nouveau modèle de provisionnement IFRS 9 sur les ratios de solvabilité. Ces dispositions s'appliquent au montant de provisions additionnelles pour risque de crédit au 1^{er} janvier 2018 (phase in « statique »). Il s'applique également à tout montant additionnel de provisions liées aux actifs financiers classés en phase 1 et en phase 2 selon l'approche IFRS 9, constituées durant la période de transition de cinq ans (phase in « dynamique »).

catégorie à une autre et d'atténuer l'éventuelle volatilité générée par le nouveau modèle de provisionnement sur les ratios prudentiels de solvabilité. En particulier, Dexia est sensible à un éventuel changement de phase du souverain italien.

Fonds propres comptables au 1^{er} janvier 2018 (en millions d'EUR)

Fonds propres comptables – IAS 39	5 402
Impact du provisionnement du risque de crédit	-180
Impact de la modification des classes comptables	419
Annulation de la surcote/décote liée au reclassement des titres effectué historiquement en application de IAS 39 amendé	2 485
Autres	-5
Fonds propres comptables – IFRS 9	8 121

Capital réglementaire au 1 ^{er} janvier 2018 (en millions d'EUR)	IAS 39	IFRS 9
Fonds propres comptables	5 402	8 121
Traitements prudentiels	1 093	515
Capital « Common Equity Tier 1 »	6 496	8 635
Total Capital	6 811	8 846

Ratios de solvabilité au 1 ^{er} janvier 2018 (en millions d'EUR sauf mention contraire)	IAS 39	IFRS 9
Actifs pondérés des risques de crédit	31 371	32 750
Actifs pondérés des risques de marché	980	980
Actifs pondérés des risques opérationnels	1 000	1 000
Actifs pondérés des risques	33 351	34 730
Capital « Common Equity Tier 1 »	6 496	8 635
Ratio « Common Equity Tier 1 »	19,5%	24,9%
Total Capital	6 811	8 846
Ratio « Total Capital »	20,4%	25,5%

Annexe 3 – Bilan simplifié (données non auditées)

Principaux agrégats de bilan			
EUR m	30/06/2017 IAS39	31/12/2017 IAS39	30/06/2018 IFRS9
Total de l'actif	199 394	180 938	168 340
<i>Dont</i>			
Caisse et banques centrales	10 362	10 721	9 881
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	15 316	13 188	15 468
Instruments dérivés de couverture	5 396	4 985	4 627
Actifs financiers disponibles à la vente	13 435	10 830	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			7 893
Titres au coût amorti			48 868
Prêts et créances sur établissements de crédit	7 102	6 144	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti ⁽¹⁾			32 020
Prêts et créances sur la clientèle	109 946	99 264	
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti ⁽¹⁾			47 910
Comptes de régularisation et actifs divers	34 339	30 550	507
Total des dettes	194 272	175 536	160 547
<i>Dont</i>			
Banques centrales	90	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	15 932	14 193	13 385
Instruments dérivés de couverture	29 674	27 858	25 219
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	38 286	31 016	31 253
Dettes représentées par un titre	94 795	89 654	86 258
Capitaux propres	5 122	5 402	7 793
<i>Dont</i>			
Capitaux propres part du groupe	4 673	4 992	7 437

(1) Au 31 décembre 2017, le cash collateral était repris dans le poste "Comptes de régularisation et actifs divers" (EUR 29 989 millions). Au 30 juin 2018, il est repris en "Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti" (EUR 27 664 millions) et "Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti" (EUR 375 millions).

Annexe 4 – Adéquation du capital (données non auditées)

EUR m	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Common Equity Tier 1	6 252	6 496	8 192
Total Capital	6 591	6 811	8 402
Actifs pondérés des risques	36 694	33 351	32 749
Ratio Common Equity Tier 1	17,0%	19,5%	25,0%
Ratio Total Capital	18,0%	20,4%	25,7%

Annexe 5 – Exposition au risque de crédit (données non auditées)

Répartition par zone géographique			
EUR m	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
France	26 437	28 201	25 159
Italie	24 237	23 002	22 779
Royaume-Uni	23 597	22 178	21 310
Allemagne	19 000	17 835	16 844
Etats-Unis	24 534	17 483	16 754
Espagne	12 543	10 136	8 281
Japon	7 060	6 152	5 893
Portugal	3 873	3 924	4 519
Belgique	1 775	1 648	1 990
Canada	2 427	2 071	1 901
Autriche	1 065	1 058	1 041
Europe centrale et de l'Est	1 133	956	962
Asie du Sud-Est	488	451	444
Amérique centrale et du Sud	472	430	372
Suisse	379	357	360
Scandinavie	1 256	528	252
Pays-Bas	176	130	112
Grèce	81	88	85
Luxembourg	60	38	85
Irlande	10	10	7
Turquie	295	169	0
Autres ⁽¹⁾	6 027	5 039	2 650
Total	156 926	141 881	131 800

⁽¹⁾ Inclut les entités supranationale, l'Australie et Dexia Israël (déconsolidée en 2018).

Répartition par type de contrepartie			
EUR m	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Secteur public local	82 772	75 621	69 525
Souverains	29 972	29 701	28 363
Etablissements financiers	17 631	13 174	11 478
Financements de projets	12 347	11 652	11 000
Entreprises	6 977	5 807	5 786
ABS/MBS	5 395	4 424	4 081
Rehausseurs de crédit	1 830	1 500	1 568
Particuliers, PME, indépendants	2	1	1
Total	156 926	141 881	131 800

Répartition par notation (système de notation interne)			
	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
AAA	21,3%	21,0%	19,8%
AA	14,3%	14,9%	17,2%
A	25,9%	25,2%	24,4%
BBB	29,3%	29,3%	29,1%
Non Investment Grade	8,1%	8,4%	8,6%
D	0,7%	0,8%	0,6%
Pas de notation	0,3%	0,4%	0,3%
Total	100%	100%	100%

Annexe 6 – Exposition sectorielle du groupe au 30 juin 2018 (EAD sur contreparties finales – données non auditées)

Exposition sectorielle du groupe sur certains pays							
EUR m	Total	<i>dont</i> <i>secteur</i> <i>public</i> <i>local</i>	<i>dont</i> <i>financement</i> <i>de projets et</i> <i>entreprises</i>	<i>dont</i> <i>institutions</i> <i>financières</i>	<i>dont</i> <i>ABS/MBS</i>	<i>dont</i> <i>expositions</i> <i>souveraines</i>	<i>dont</i> <i>rehausseurs</i> <i>de crédit</i>
France	25 159	11 285	2 948	1 767	0	9 159	0
Italie*	22 779	9 374	367	330	8	12 700	0
Royaume-Uni	21 310	10 335	8 055	1 134	1 360	61	366
Allemagne	16 844	14 317	130	2 046	0	350	0
Etats-Unis	16 754	9 072	874	2 108	2 214	1 285	1 202
Espagne	8 281	4 623	1 549	1 291	353	465	0
Japon	5 893	4 764	0	1 108	0	20	0
Portugal	4 519	1 603	77	7	73	2 759	0
Canada	1 901	922	822	157	0	0	0
Pologne	552	1	0	0	0	550	0
Grèce	85	4	81	0	0	0	0
Irlande	7	0	7	0	0	0	0
Hongrie	2	1,5	0	0,5	0	0	0

* L'exposition sur le secteur bancaire italien de EUR 330 millions comprend l'exposition sur les banques italiennes de EUR 263 millions. Le solde de EUR 66 millions est relatif à l'exposition sur les chambres de compensation.

Annexe 7 – Qualité des actifs (données non auditées)

Qualité des actifs				
EUR m		30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
		IAS39	IAS39	IFRS9
Actifs dépréciés ⁽¹⁾		1 218	877	758
Provisions spécifiques ⁽²⁾		327	257	216
	dont phase 3			209
	POCI			7
Ratio de couverture ⁽³⁾		26,9 %	29,3 %	28,4 %
Provisions collectives		362	331	488
	dont phase 1			6
	phase 2			482

⁽¹⁾ Encours: calculé sur le périmètre provisionable IFRS 9 (juste valeur par capitaux propres +coût amorti + hors bilan).

⁽²⁾ Provisions : en cohérence avec la partie du portefeuille prise en compte dans le calcul de l'encours, incluant les montants de provisions sur les encours POCI.

⁽³⁾ Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés.

Annexe 8 – Notations

Notations au 31 août 2018			
	Long terme	Perspective	Court terme
Dexia Crédit Local			
Fitch	BBB+	Stable	F2
Moody's	Baa3	Stable	P-3
Moody's - Counterparty Risk (CR) Assessment	Baa3(cr)		P-3(cr)
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2
GBB Rating	BBB	Stable	-
Dexia Crédit Local (dette garantie)			
Fitch	AA-	-	F1+
Moody's	Aa3	Stable	P-1
Standard & Poor's	AA	-	A-1+
Dexia Kommunalbank Deutschland (Pfandbriefe)			
Standard & Poor's	A	Stable	-

Contacts presse

Service Presse – Bruxelles
+32 2 213 57 39
Service Presse – Paris
+33 1 58 58 58 49

Contact investisseurs

Investor Relations - Paris
+33 1 58 58 82 48
Investor Relations - Bruxelles
+32 2 213 57 66